



L'AVENIR DE LA SANTÉ DANS LES TERRITOIRES VUE PAR LES FRANÇAIS ET LES MAIRES

JUIN 2026

Viavoice Paris
Études Conseil Stratégie
9 rue Huysmans, 75006 Paris
www.institut-viavoice.com

Adrien Broche
François Miquet-Marty

VOLET GRAND PUBLIC

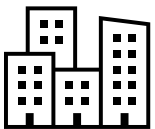


Un échantillon de 1001 personnes représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus

Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : sexe, âge, profession de l'interviewé, région et catégorie d'agglomération.

Interviews réalisées du 17 au 24 avril 2026.

VOLET MAIRES



Un échantillon de 108 maires, représentatif des communes françaises.

Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : régions et catégories d'agglomération.

Interviews réalisées du 17 avril au 18 mai 2026.

Face aux défis sanitaires... Le territoire comme échelon de confiance et d'action

Une confiance préservée dans les établissements, des attentes fortes sur les territoires

6 Français sur 10 déclarent avoir des besoins personnels importants en matière de santé là où ils vivent. Cette donnée témoigne de la place croissante prise par les enjeux sanitaires dans la vie quotidienne, sous l'effet de tendances profondes : vieillissement de la population, augmentation des maladies chroniques ou encore sensibilité accrue aux questions de santé depuis la crise Covid. La santé apparaît moins comme un risque ponctuel que comme une préoccupation permanente, alors que le niveau local devient un espace privilégié de résolution des problèmes, face à un niveau national dont la capacité à répondre concrètement aux besoins tend à s'affaiblir. Dès lors, les attentes se concentrent naturellement sur l'échelle de proximité, là où les besoins se manifestent et où les difficultés d'accès aux soins deviennent les plus visibles.

La confiance dans les établissements reste élevée (82 % pour les cliniques privées, 77 % pour les hôpitaux publics). Ils bénéficient d'une certaine indulgence, comme dédouanés des difficultés systémiques : 67 % des Français considèrent que les hôpitaux publics répondent bien aux besoins de santé près de chez eux, une proportion presque équivalente à celle des cliniques privées (70 %). Ainsi se dessine le regard exigeant mais bienveillant des Français à l'égard de ces acteurs : dans un système de santé perçu comme sous tension et de moins en moins en mesure de répondre aux besoins, les hôpitaux « font ce qu'ils peuvent ». Mais cette confiance institutionnelle coexiste avec des attentes très concrètes exprimées par les citoyens concernant l'organisation des soins. Accès aux médecins spécialistes (51 %) et présence régulière d'un généraliste à proximité (50 %) sont leurs deux premières préoccupations en matière de santé. Ces enseignements traduisent moins une demande de révolution abstraite du système qu'une attente d'efficacité dans son fonctionnement quotidien : accéder plus facilement à un professionnel, réduire les délais, mieux coordonner les acteurs présents sur le territoire. En témoignent les attentes en matière de présence de maisons de santé pluridisciplinaires (37 %), qui soulignent l'évolution des représentations : place aux solutions collectives et coordonnées.

Constat établi à la lumière des différents travaux menés par Viavoice pour la FHP au fil des années, la figure de l'hospitalisation privée a, elle aussi, évolué dans les représentations. Au point d'occuper une place centrale, presque « compensatoire » au moment où les services publics battent de l'aile : pour 84 % des Français, la complémentarité entre hôpitaux publics et cliniques privées est indispensable pour améliorer l'accès aux soins. Les contributions des cliniques privées à la qualité des soins (71 %), à l'accès aux soins (69 %) et à la qualité de l'accueil (65 %) sont largement reconnues. Et 54 % souhaitent qu'elles exercent à l'avenir un rôle plus important sur leur territoire. Plus qu'à une opposition entre acteurs publics et privés, c'est à une logique pragmatique de coopération mobilisant l'ensemble des ressources disponibles au service des besoins qu'en appelle l'opinion.

C'est à l'évocation de l'avenir que le tableau s'assombrit. 61 % des Français se déclarent pessimistes concernant l'amélioration future des prises en charge, soit l'exacte même proportion que ceux qui estiment importants leurs besoins personnels en matière de santé « là où ils vivent ». Ce pessimisme, qui contraste avec la confiance accordée aux établissements et aux acteurs de proximité, révèle moins une défiance à l'égard de ceux qui « prennent soin » qu'une interrogation sur la capacité du système, dans son ensemble, à répondre durablement à l'augmentation des besoins de santé.

Des élus de proximité en première ligne sur les enjeux de santé

La consultation représentative menée auprès de maires confirme la place prise par la santé dans les préoccupations locales. Elle figure parmi les premiers sujets d'interpellation des administrés (52 %), juste derrière le logement et la sécurité (57 %). Cette hiérarchie des préoccupations traduit l'ancrage territorial croissant des enjeux sanitaires : lorsqu'un rendez-vous médical tarde, lorsqu'un médecin quitte un territoire ou lorsqu'une prise en charge devient difficile, c'est souvent vers le maire que les habitants se tournent spontanément. Cette centralité croissante du maire dans les enjeux de santé se reflète dans le regard que lui portent les Français. Une – certes courte – majorité considère qu'il dispose à la fois de la volonté (56 %) et des moyens (54 %) nécessaires pour agir sur les questions de santé et d'accès aux soins dans sa commune. Ces résultats traduisent une confiance majoritaire dans la capacité d'action des élus locaux, même si celle-ci n'est pas unanime : environ un tiers des Français estime au contraire que leur maire ne dispose ni de la volonté (30 %) ni des moyens (33 %) suffisants pour répondre à ces enjeux. Plus qu'une remise en cause des élus eux-mêmes, ce regard reflète les interrogations qui entourent aujourd'hui la capacité des territoires à apporter des réponses concrètes aux difficultés d'accès aux soins.

Reconnaissant la volonté des maires d'agir, les Français doutent toutefois, en l'état, de la capacité effective des territoires et des élus locaux à changer vraiment la donne : par-delà la confiance accordée aux acteurs, c'est bien la soutenabilité même du modèle qui se trouve interrogée. D'où la nécessité de soutenir et de valoriser les initiatives portées par les acteurs de santé.

Les difficultés identifiées par les maires recoupent étroitement les attentes exprimées par les Français. Les délais de rendez-vous arrivent en tête (79 %), suivis par les difficultés d'accès à un médecin traitant (66 %), le renoncement aux soins pour raisons géographiques ou financières et les enjeux liés au vieillissement. Cette convergence entre élus et citoyens souligne une lecture largement partagée des difficultés actuelles du système de santé, et confirme que les enjeux les plus saillants sont ceux qui touchent directement l'accès aux soins du quotidien.

Le dispositif mis en place par Viavoice et la FHP met également en lumière un enjeu de coordination territoriale. Si 69 % des maires se déclarent bien informés sur les grands enjeux de santé de leur territoire, seuls 55 % identifient clairement les espaces de concertation existants et 53 % seulement les jugent efficaces. Par ailleurs, un tiers des maires estiment être mal associés aux politiques de santé menées localement (37 %). De quoi en tirer un enseignement clair : moins une absence de dialogue qu'une attente de coopération plus structurée entre les différents niveaux d'action sanitaire.

Concernant enfin les attentes des maires envers les cliniques privées, elles sont pragmatiques et répondent en cohérence aux critiques qu'ils émettent : réponse rapide aux besoins de santé (59 %), bonne coopération avec l'hôpital public (40 %), consultations avancées vers les publics éloignés (27 %). Par ailleurs, 72 % reconnaissent que ces établissements jouent déjà un rôle important sur leur territoire et, comme les citoyens, 54 % souhaitent qu'ils en jouent un plus grand à l'avenir (1 maire sur 4 le souhaitant même « tout à fait »). Là encore, les attentes portent moins sur une redistribution des rôles entre acteurs que sur leur capacité à mieux travailler ensemble au service des populations.

Vers un nouveau pacte sanitaire territorial ?

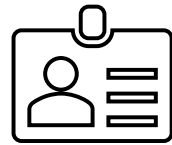
Les enseignements tirés de ces différents volets révèlent une convergence remarquable entre citoyens et élus. Ensemble, ils partagent un diagnostic, identifient des difficultés et expriment des attentes similaires : davantage de proximité, de coopération entre acteurs et de capacité d'action au niveau local. Plus largement, l'étude fait apparaître une aspiration à renforcer l'efficacité collective du système de santé à partir de ses ressources existantes. Cette exigence rejoint celle de l'efficience, devenue indispensable dans un contexte économique très contraint.

Le chiffre le plus significatif est peut-être le plus simple : 78 % des Français souhaitent que leur maire dispose de davantage de responsabilités et de moyens en matière de santé. Ainsi les Français considèrent que, comme pour bien d'autres grandes mutations sociétales d'ampleur (transition énergétique, adaptation climatique, etc.), les réponses aux difficultés d'accès aux soins doivent être impulsées au niveau national mais adaptées aux réalités locales. Elles doivent tenir compte des spécificités à la fois géographiques, démographiques, sociologiques et économiques de chaque territoire.

Si la promesse d'un égal accès aux soins demeure un horizon largement partagé, elle se trouve confrontée à des réalités territoriales de plus en plus visibles. Face à cette situation, les Français comme les maires n'appellent pas à une révolution du système de santé. Ils expriment davantage une attente de solutions concrètes, construites à partir de l'existant, fondées sur une meilleure coordination des acteurs, une complémentarité renforcée entre secteurs public et privé et une capacité accrue des territoires à agir. C'est ainsi que pourront se dessiner les contours d'un nouveau pacte sanitaire territorial, fondé sur la proximité, la coopération et l'action locale. Un pacte qui prend racine dans le pragmatisme du terrain. Car dans un contexte de défiance généralisée, les acteurs de proximité – établissements, professionnels de santé et élus locaux – bénéficient d'un capital de confiance précieux : un véritable levier d'action et un atout pour avancer, malgré les obstacles et les contraintes.

Adrien Broche et François Miquet-Marty

RESULTATS



PREMIER VOLET : REGARDS SUR LES ENJEUX DE SANTÉ DANS LES TERRITOIRES

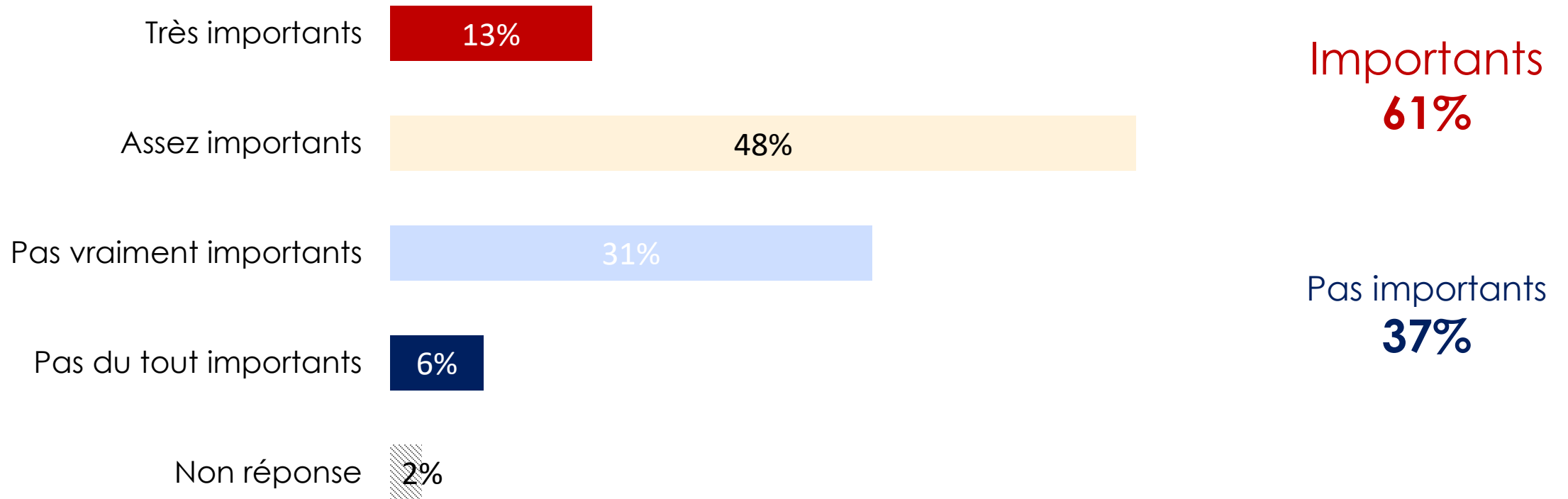


1.

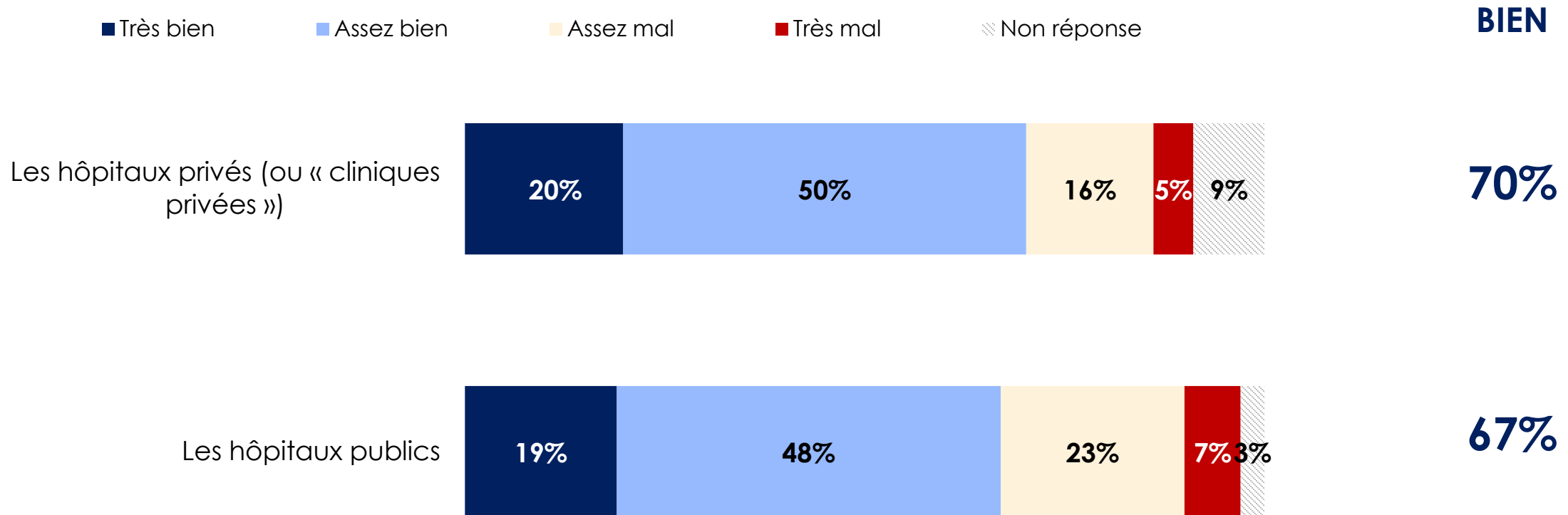
PREMIÈRE PARTIE : LES ATTENTES DE SOINS « LÀ OÙ VOUS VIVEZ »



Globalement, là où vous vivez, vos besoins personnels en matière de santé sont-ils...



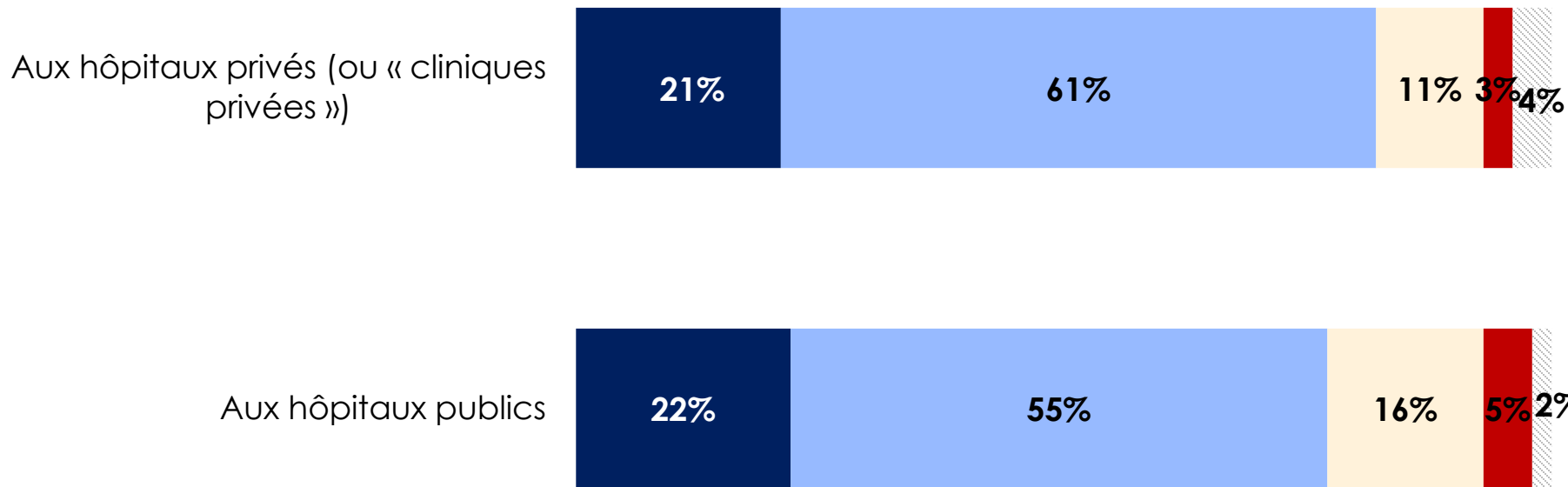
Selon vous, les établissements de santé suivants répondent-ils très bien, assez bien, assez mal ou très mal aux besoins de santé près de chez vous, actuellement ?



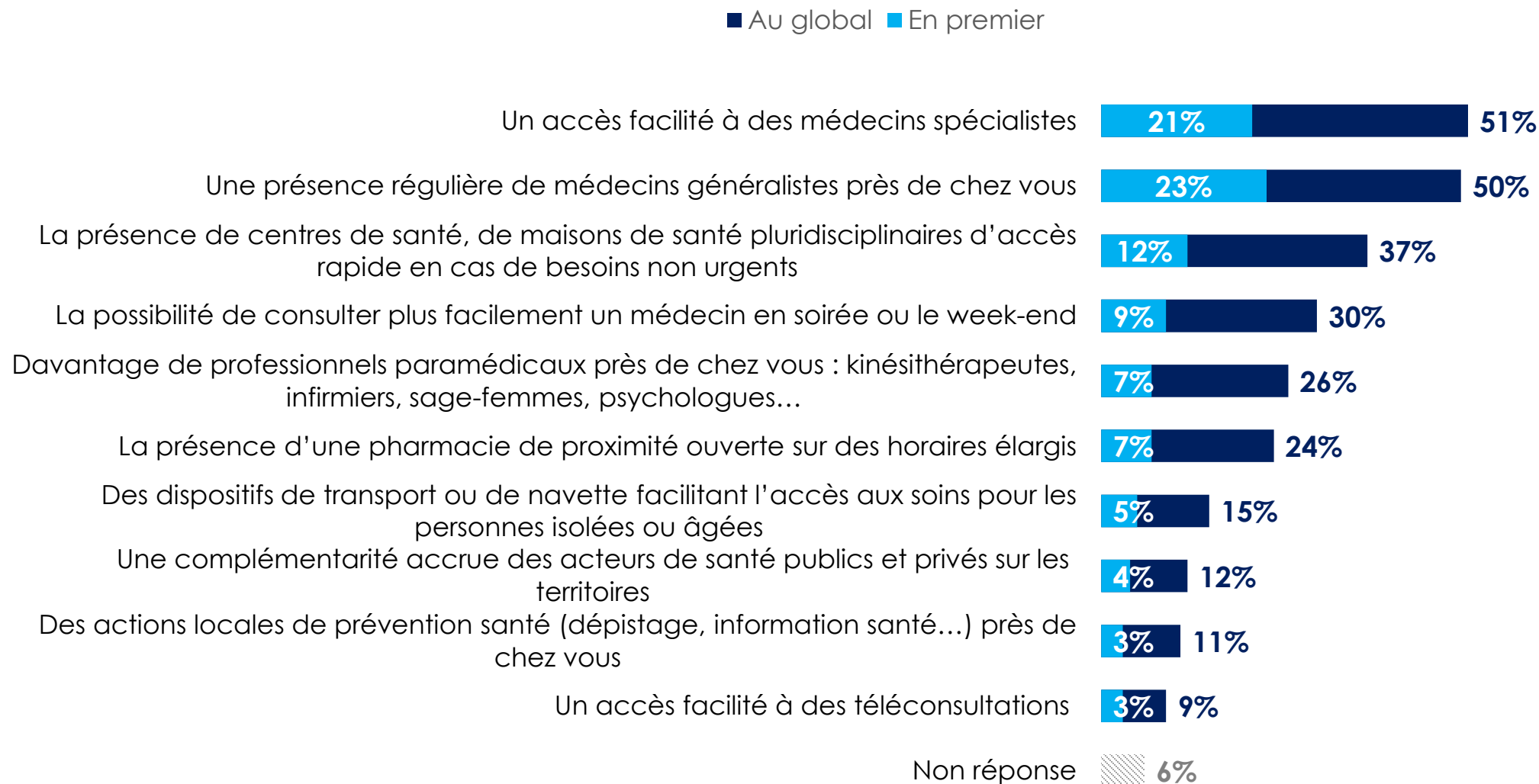
Pour apporter des réponses à vos attentes personnelles en matière de santé, faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance....

■ Tout à fait confiance ■ Plutôt confiance ■ Plutôt pas confiance ■ Pas du tout confiance ■ Non réponse

CONFIANCE



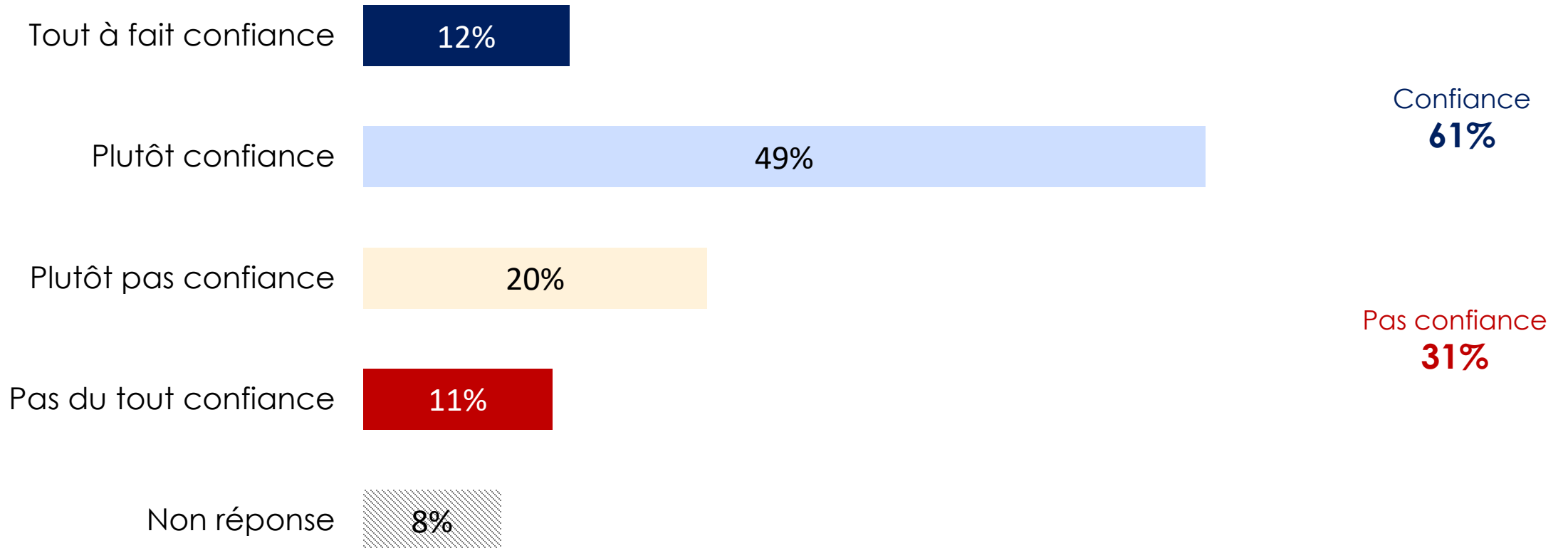
Concrètement, en matière de santé là où vous vivez, quelles sont vos principales attentes ?



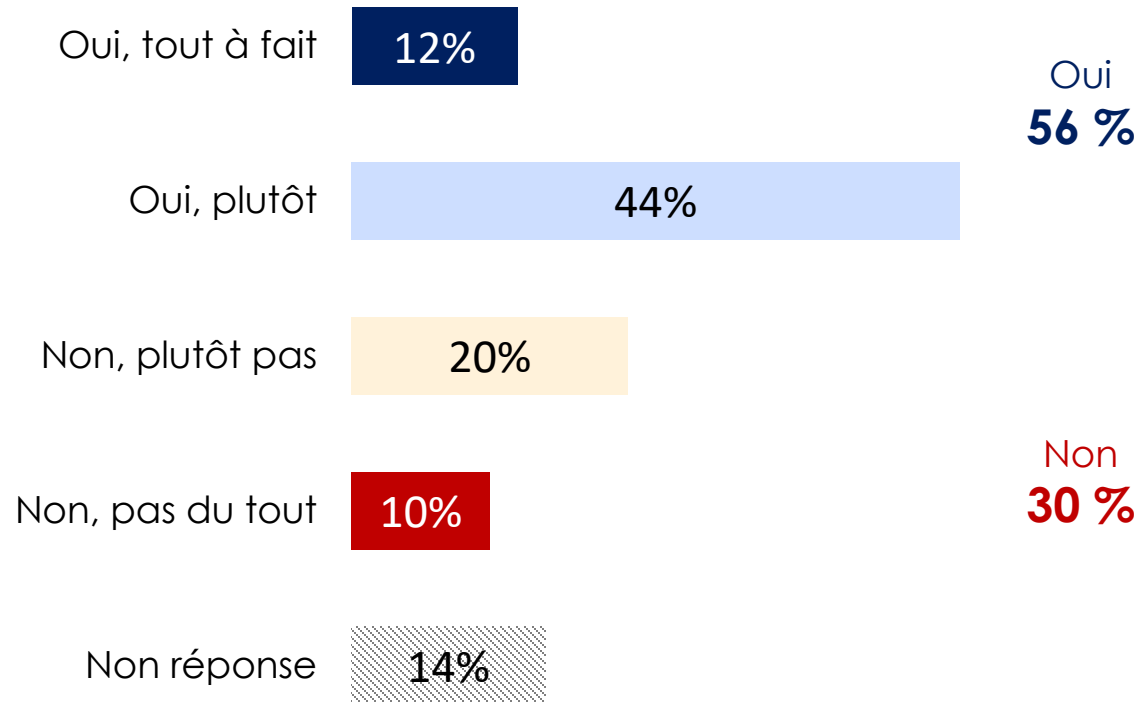
DEUXIÈME PARTIE : LES ATTENTES ENVERS LES MAIRES



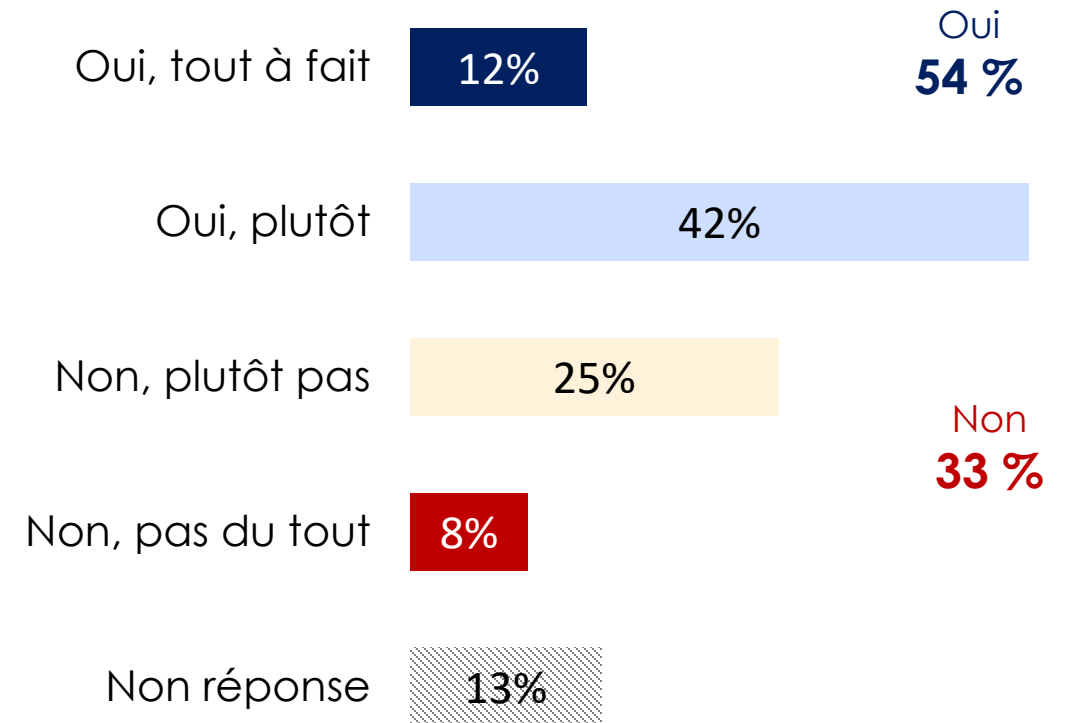
Pour améliorer la santé et l'offre de soins là où vous habitez, faites-vous tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance au maire de votre commune ?



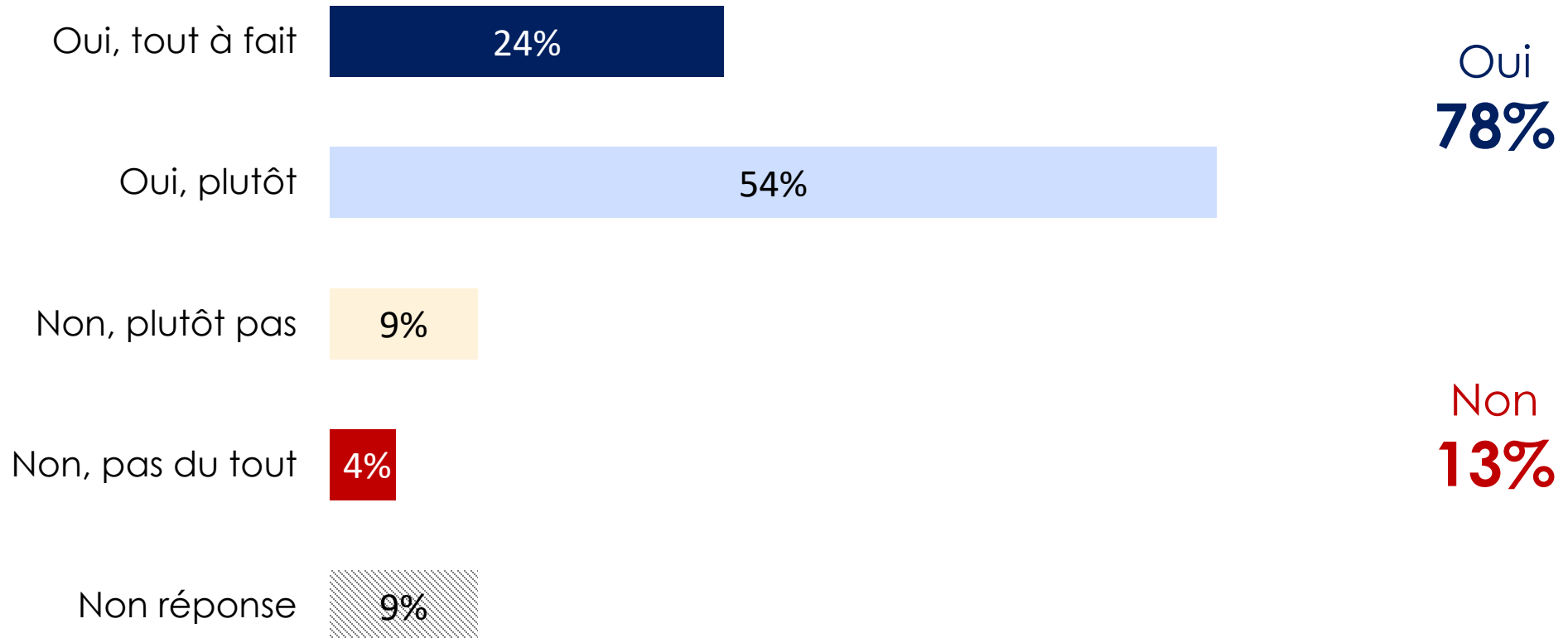
Globalement, diriez-vous que le maire de votre commune a la volonté de trouver des solutions pour la santé et l'accès aux soins là où vous habitez ?



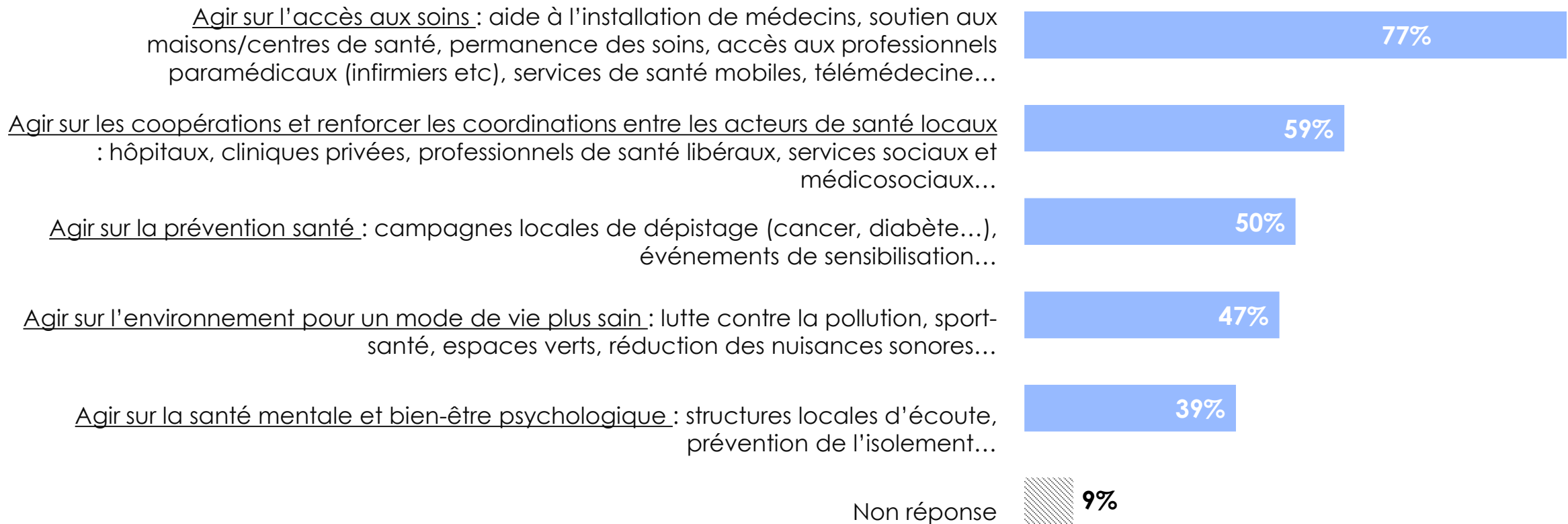
Globalement, diriez-vous que le maire de votre commune a les moyens de trouver des solutions pour la santé et l'accès aux soins là où vous habitez ?



Globalement, aimeriez-vous que le maire de votre commune ait, dans l'avenir, davantage de responsabilités et de moyens d'agir en matière de santé et d'accès aux soins ?



Pour créer des conditions favorables à la santé sur le territoire et répondre aux besoins de soins des habitants, qu'attendez-vous de votre maire en priorité ?



Pour mieux répondre aux besoins de santé là où vous vivez, que pensez-vous des affirmations suivantes ?

■ D'accord ■ Pas d'accord ▨ Non réponse

La complémentarité des hôpitaux publics et des cliniques privées est indispensable pour améliorer l'accès aux soins et répondre aux besoins de santé là où vous vivez



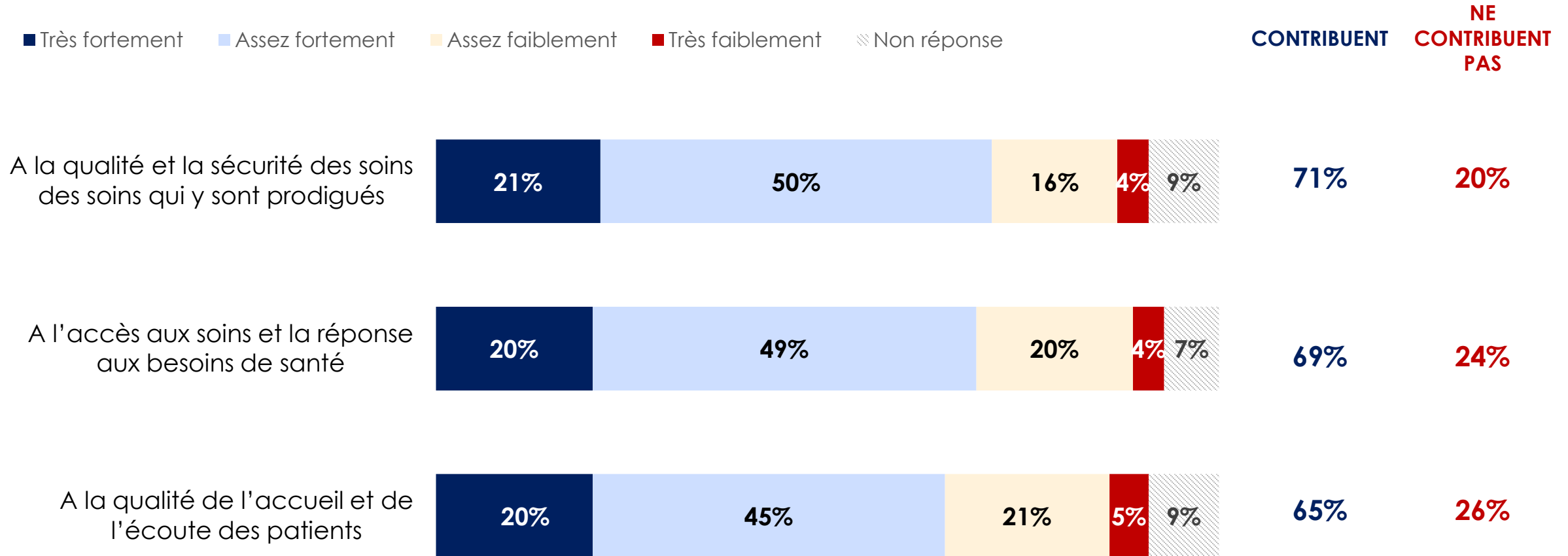
Il est important que le/la maire de votre commune encourage les partenariats entre cliniques privées et hôpitaux publics sur le territoire



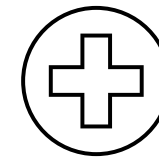
Il est important que le/la maire de votre commune organise un dialogue régulier avec les cliniques privées implantées sur le territoire afin de mieux répondre aux besoins de santé locaux



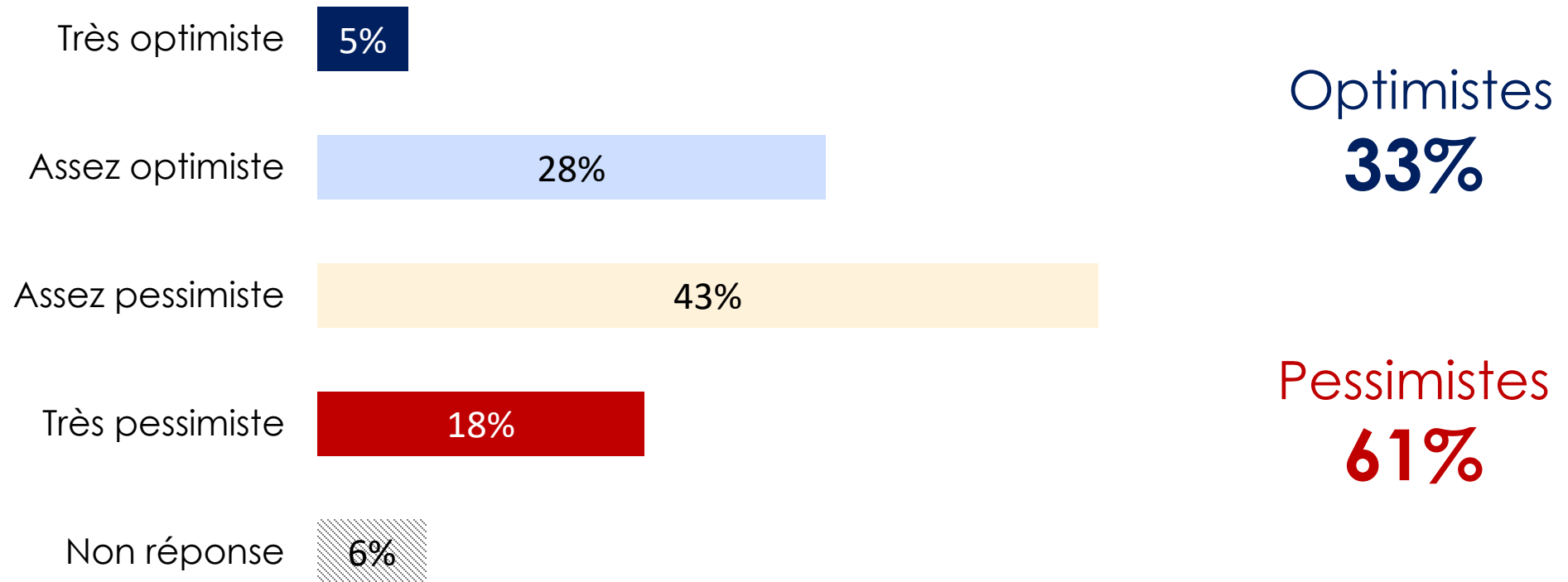
Là où vous vivez, diriez-vous que les hôpitaux privés (ou « cliniques privées ») les plus proches (ou les moins éloignés) de chez vous contribuent...



TROISIÈME PARTIE : L'AVENIR EN SANTE



Au regard des politiques publiques menées en santé, êtes-vous très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant l'amélioration future des prises en charge (c'est-à-dire ce qui est mis en œuvre pour diagnostiquer, soigner, accompagner et suivre un patient) ?



Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec les affirmations suivantes ?

■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Plutôt pas d'accord ■ Pas du tout d'accord ▨ Non réponse

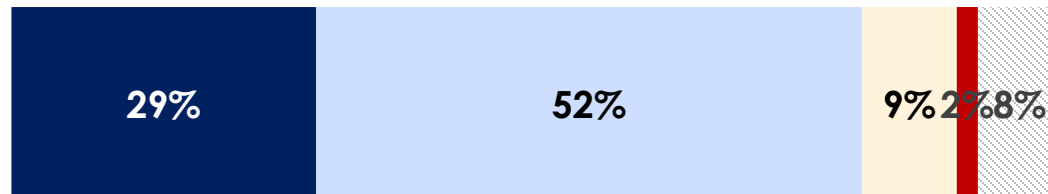
D'ACCORD

Les initiatives des acteurs de santé à l'échelle des territoires devraient être davantage soutenues et valorisées



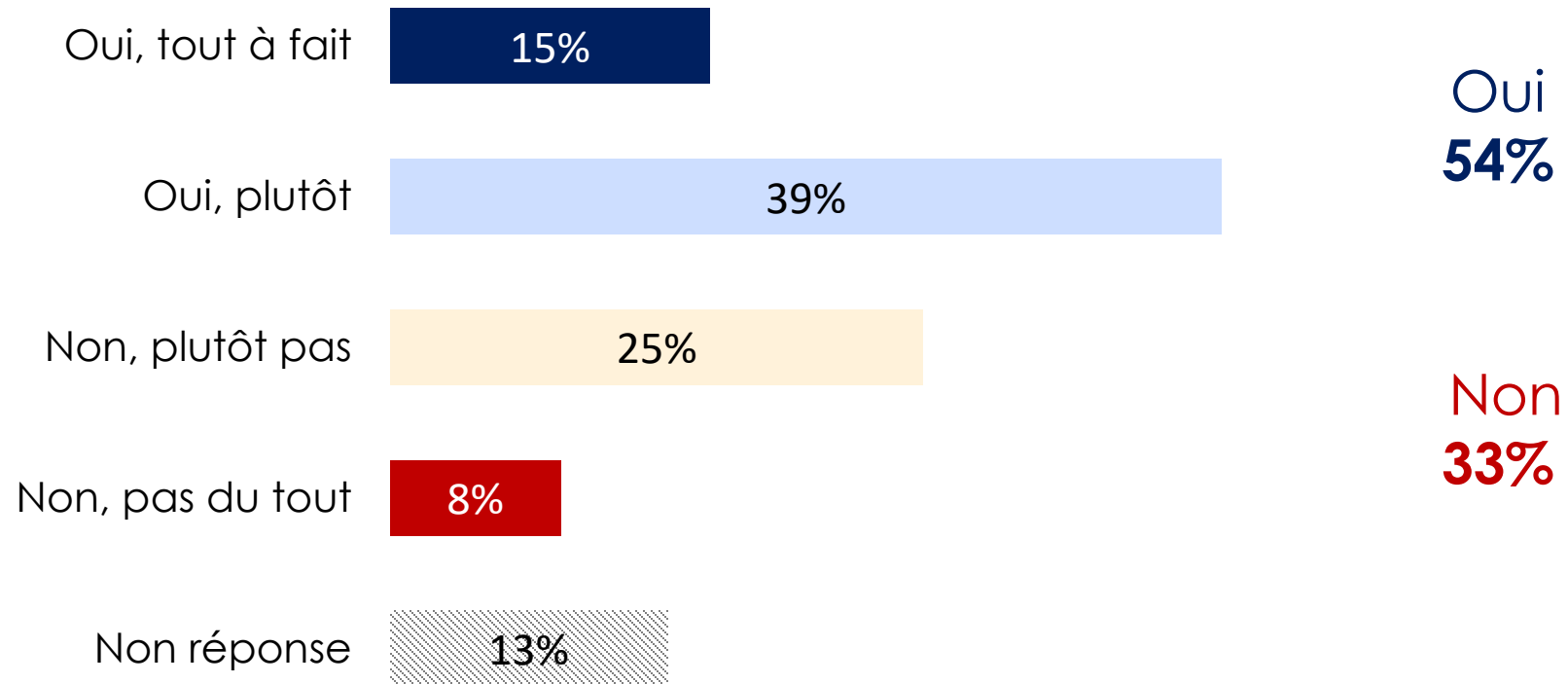
88%

Les politiques de santé et de prévention (lutte contre les addictions et les facteurs à risques, dépistage) devraient être davantage menées à l'échelle des territoires à l'avenir, pour être plus efficaces



81%

Souhaitez-vous qu'à l'avenir, l'hospitalisation privée exerce un rôle plus important sur les territoires qu'aujourd'hui ?

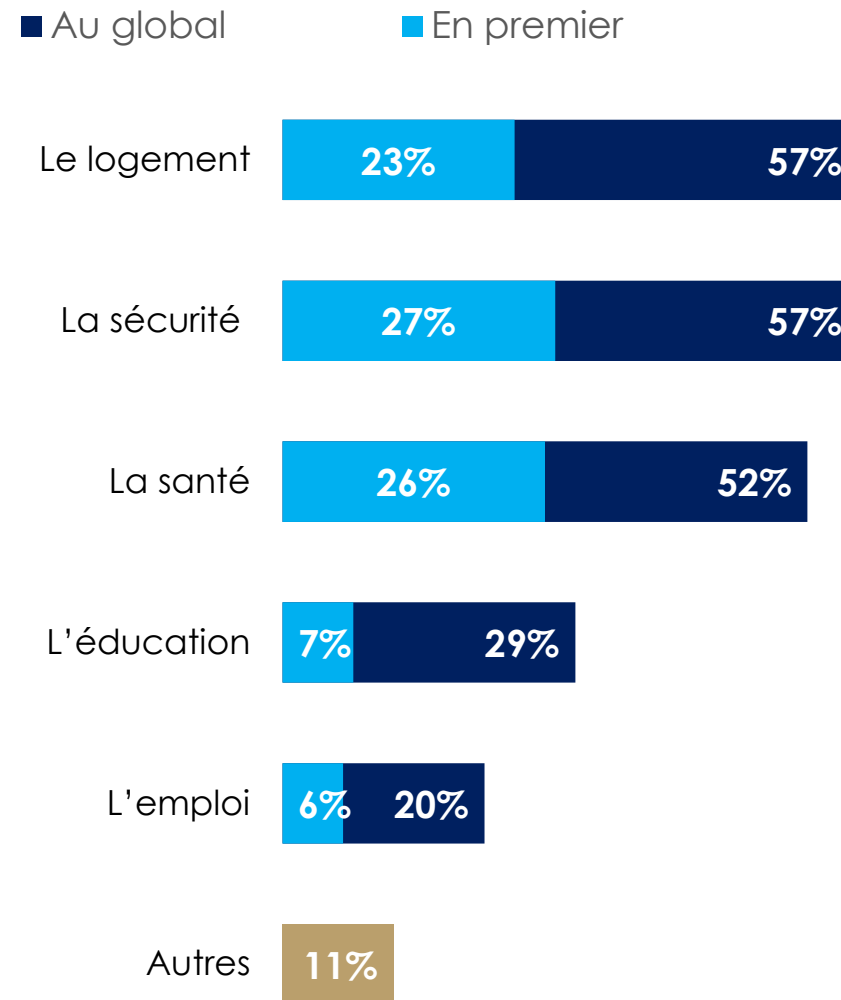


DEUXIÈME VOLET : LE REGARD DES MAIRES

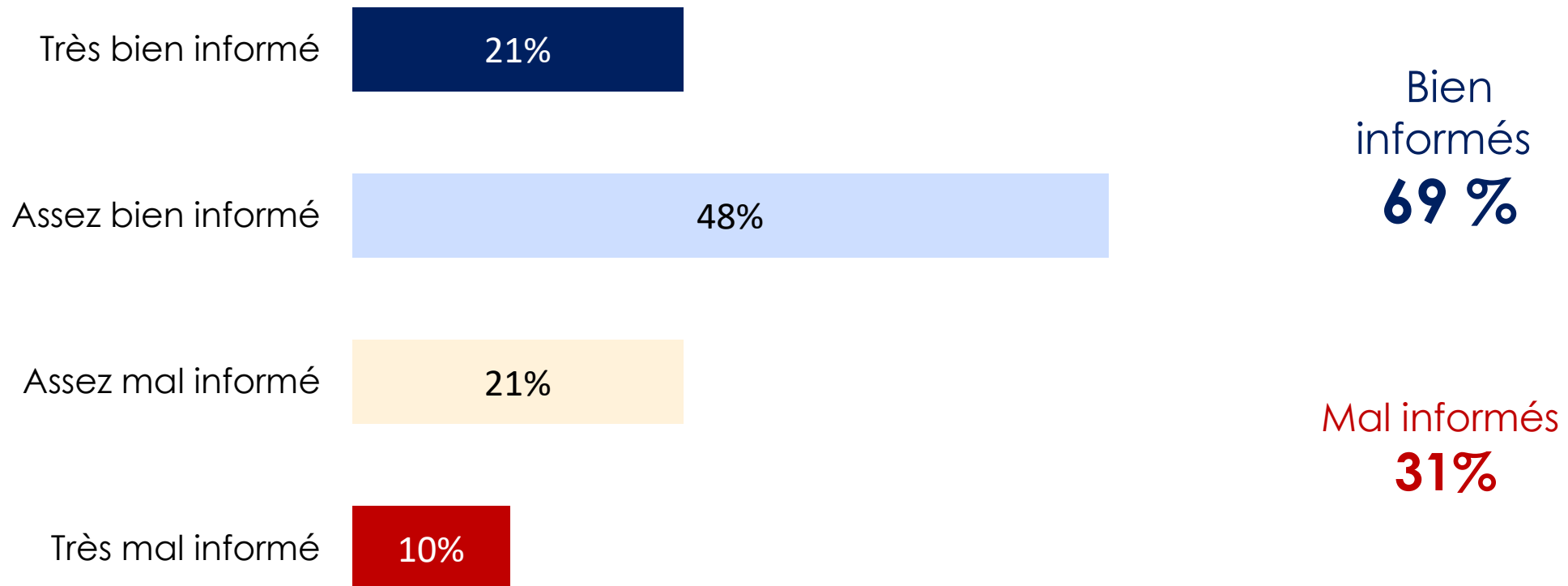


2.

Parmi les sujets suivants, sur lesquels êtes vous le plus souvent interpellé par vos administrés ?



S'agissant des grands enjeux de santé de votre territoire (notamment les Projets Régionaux de Santé, l'organisation territoriale du système de santé...), diriez-vous que vous êtes :

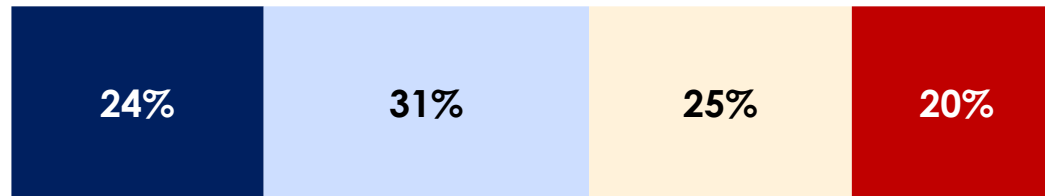


Sur votre territoire, les espaces de discussion/concertation en santé vous semblent-ils...

■ Oui tout à fait ■ Oui plutôt ■ Non plutôt pas ■ Non pas du tout

OUI

Faciles à identifier



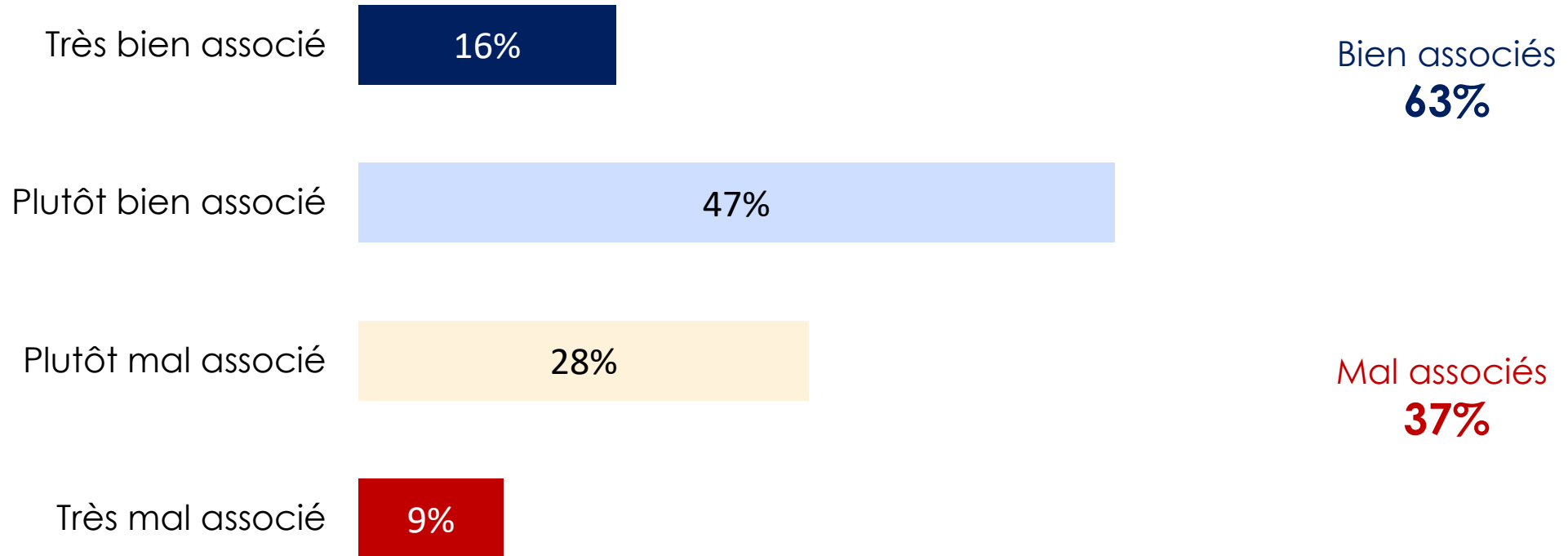
55 %

Efficaces pour faire avancer les projets de santé du territoire

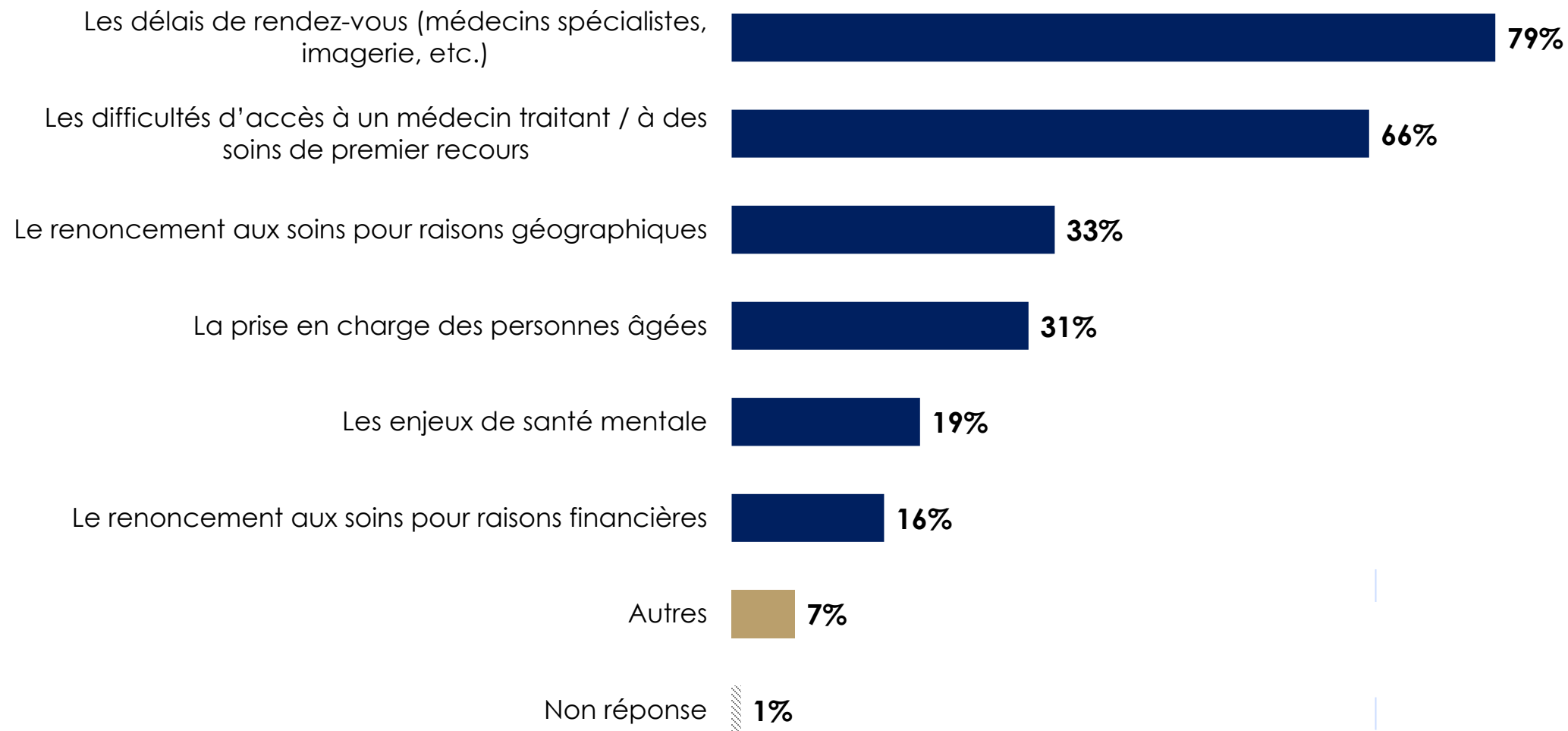


53%

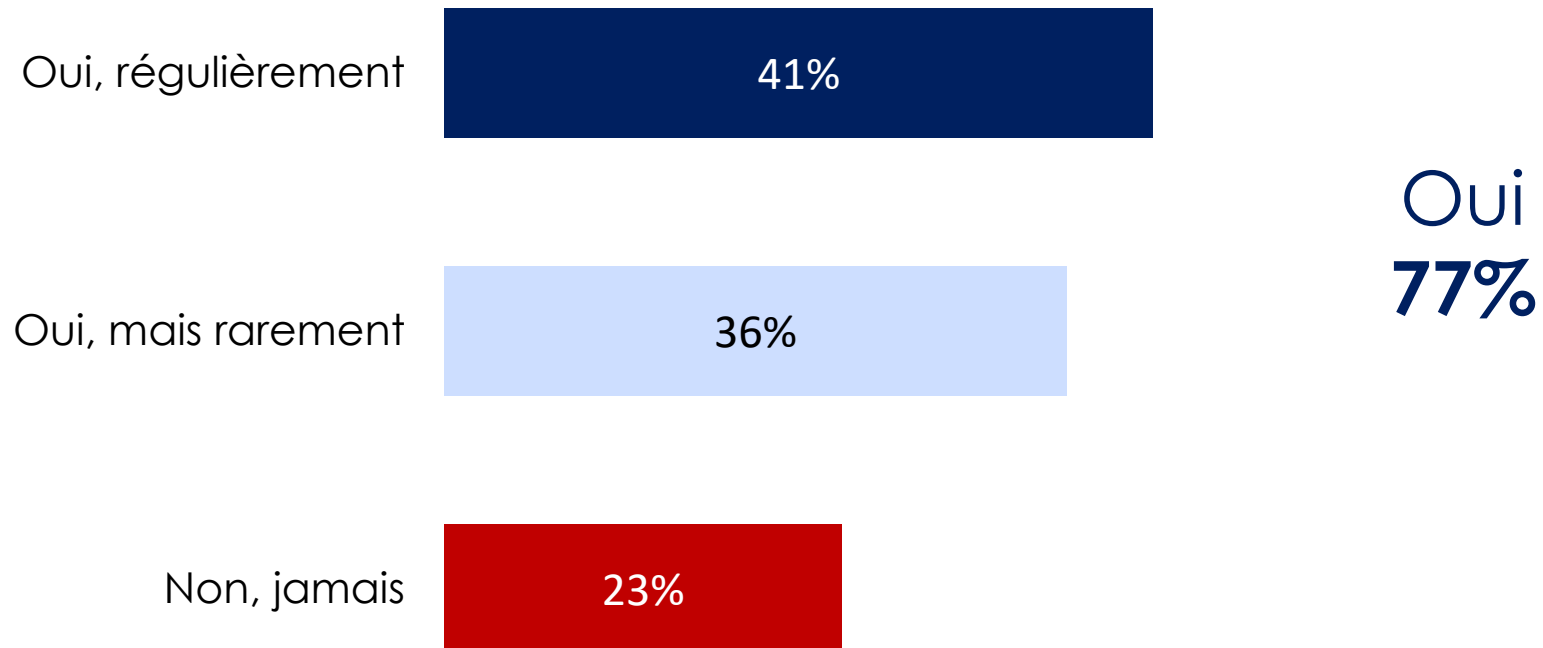
S'agissant des politiques de santé menées dans votre territoire, diriez-vous que vous y êtes...



Dans votre commune, quels sont aujourd'hui les sujets de santé qui posent le plus de difficultés ?



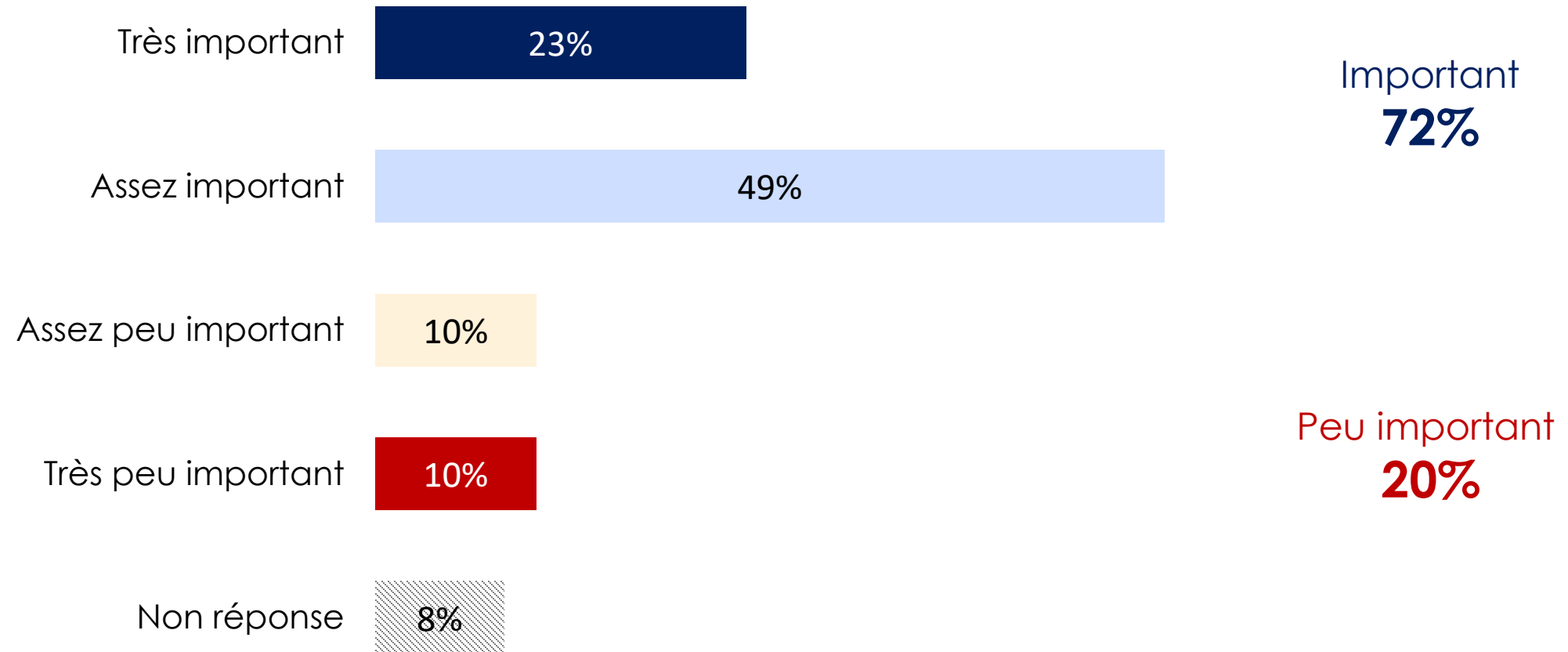
Avez-vous des échanges avec les acteurs de santé de votre territoire ?



Et quelles sont vos attentes principales à l'égard des établissements de santé privés (cliniques privées) sur votre territoire ?



Diriez-vous qu'aujourd'hui, sur votre territoire, les établissements de santé privés jouent un rôle :

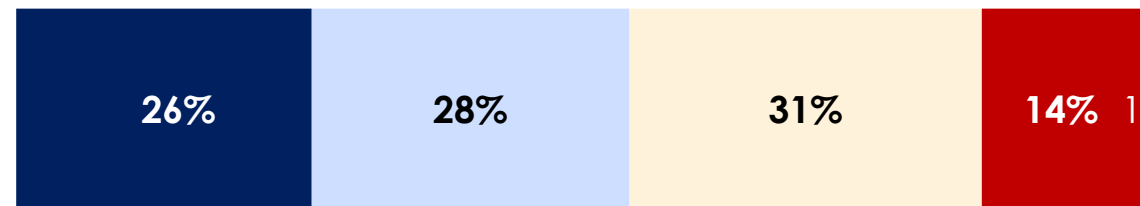


Souhaitez-vous que dans l'avenir, l'hospitalisation privée exerce un rôle plus important qu'aujourd'hui ...

■ Oui tout à fait ■ Oui plutôt ■ Non plutôt pas ■ Non pas du tout ■ Non réponse

OUI

Sur votre territoire



54%

De manière générale en France



50%

VIAVOICE



VIAVOICE

Conseil en stratégies d'opinions

9 rue Huysmans

75006 Paris

Contact : 01 40 54 13 90

Viavoice est une SAS indépendante